

## Introduction

19 janvier 2016 à la limite entre Givatayim et Ramat Gan, deux banlieues très middle class de Tel-Aviv où sont installées des ambassades, la bourse aux diamants et de nombreuses PME performantes. Le ciel est bas et gris, le vent souffle fort mais les rues sont toujours aussi fréquentées qu'en plein été. Aux terrasses, des *businessmen* règlent leurs affaires accrochés à leurs *smartphones*, d'autres consommateurs discutent des faits du jour : de la diminution annoncée du prix des transports public, de l'arrestation d'un Palestinien âgé de 15 ans qui s'était introduit deux jours auparavant dans la colonie d'Otniel (Cisjordanie occupée) pour y poignarder une mère de six enfants...

À 10h48 très précises, une forte explosion fait trembler les fenêtres des immeubles voisins. Un ouvrier qui travaillait sur une façade lâche son pot de peinture qui s'écrase sur un auvent situé deux étages plus bas. La circulation s'interrompt immédiatement, les passants se figent en regardant autour d'eux et la nouvelle se répand aussitôt : une Volvo 4×4 blanche vient de sauter au beau milieu de la circulation. Quatre personnes sont blessées, la cible de l'attentat ainsi que ses deux gardes du corps – des figures connues de la criminalité organisée – et la conductrice d'une BMW qui avait eu le malheur de s'arrêter à cet endroit-là.

Quelques secondes plus tard, le hululement des premières sirènes et des camions de pompiers se fait entendre au loin. En matière d'attentats, les services de sécurité israéliens ont l'habitude et ils réagissent vite. Surtout en cette période « d'intifada des couteaux » en cours depuis un peu plus de trois mois au moment des faits.

Si cette explosion s'était produite dans un autre pays que dans l'État hébreu, elle aurait sans doute mobilisé l'attention des médias et attiré des dizaines de reporters. En Israël, elle n'a pas suscité l'attention bien longtemps : quelques flashes spéciaux sur les radios, quelques directs dans les journaux télévisés du soir accompagnés de commentaires convenus sur l'insécurité grandissante et hop, retour au conflit avec les Palestiniens, à la guerre en Syrie, à l'État islamique, et à la nouvelle crise économique qui semble pointer du nez.

Pour l'opinion israélienne habituée à avaler son lot quotidien de violence, la voiture piégée de Ramat Gan n'était qu'un fait divers ancré dans la routine. Un élément de plus sur la longue liste d'attentats, de « liquidations », et de règlements de comptes qui ensanglantent quasi quotidiennement les rues de l'État hébreu.

Pourtant, cette fois, quelques chroniqueurs se sont élevés pour dénoncer ce qui s'est passé à Ramat Gan. Pas l'attentat non, mais les passants qui ont filmé les victimes ensanglantées dans la carcasse de leur véhicule pour s'empresser de diffuser la séquence sur les réseaux sociaux. « Immoral », ont ainsi décrété les présentateurs de *Kol Israël*, la radio publique.

Certes, lorsqu'ils sont vraiment spectaculaires ou sanglants, les médias locaux s'intéressent aux attentats criminels. Mais ce n'est pas souvent le cas. Encore moins dans la presse étrangère qui n'évoque l'État hébreu que dans le cadre du conflit régional en cours. Mais qui s'intéresse à sa mafia ? À ses parrains et à ses hommes de main. Pourtant, les organisations criminelles « made in Israël » sont redoutables. En moins d'un demi-siècle, elles se sont

développées au point d'inquiéter au plus haut niveau les services policiers occidentaux.

Il n'existe pas d'enquête récente consacrée à la criminalité organisée israélienne. La seule et unique a été publiée en 1980 par Jacques Derogy, alors journaliste d'investigation à *l'Express*<sup>1</sup>, et beaucoup d'eau est passée sous les ponts depuis lors. Ces dernières années, quelques ouvrages publiés en Israël et aux États-Unis ont traité de l'une ou l'autre affaire dans lesquelles les grandes figures du milieu de l'État hébreu ont été impliquées, mais rien d'exhaustif. Ce livre vise à combler ce manque sans prétendre être définitif, car la matière est en perpétuel renouvellement.

Bienvenue donc dans cet univers décalé, cette société parallèle peuplée de prédateurs pour lesquels la vie humaine ne vaut rien... ou pas grand-chose. Car on y tue beaucoup : pour un oui, pour un non, pour des questions d'ego froissé. La mafia « blanche et bleue » tue plus ces dernières années que le terrorisme palestinien.

## La guerre de soixante-huit ans

« Grosso modo, où que l'on se trouve dans le monde, deux grands modèles de criminalité organisée coexistent », explique Avi Davidovitch, responsable de l'unité de lutte contre la criminalité sévère et internationale de la police israélienne, le *Yahbal*, jusqu'en 2008, avant de devenir professeur de criminologie à Tel-Aviv puis à Ariel.

« Le premier type prend la forme d'un « syndicat » composé d'hommes d'affaires, fonctionnant comme une entreprise, et ne recourant à la violence qu'en cas de nécessité absolue. Ses tenants préfèrent agir discrètement en corrompant des policiers, des hommes politiques ou des magistrats plutôt que de les abattre. Lorsque

1. Jacques Derogy, *Israël Connection. La mafia en Israël*, Plon, 1980.

des conflits surgissent, ses dirigeants négocient et ne font parler la poudre qu'à la dernière extrémité. Quant au deuxième, c'est le modèle mafieux classique basé sur la famille, le clan, sur le respect de la hiérarchie entre les vieux et les jeunes et sur quelques principes religieux basiques. Israël étant un pays méditerranéen, cette configuration-là domine la scène criminelle ». Et de poursuivre : « Bien sûr, chez nous, il n'existe pas de Coupole réunissant les « *capo de tutti capi* » de la *Cosa nostra* sicilienne, ni la même hiérarchie que dans la *Ndrangheta* calabraise. Pas davantage de serments secrets, de cérémonies initiatiques ou de tatouages ésotériques censés exprimer la fidélité du soldat à son organisation. Mais l'on trouve malgré tout des similitudes avec la « grande » mafia. À l'instar de leurs cousines, les organisations criminelles israéliennes sont également dirigées par des patrons omnipotents et sont extrêmement violentes. En la matière, elles s'approchent du niveau de celui de leurs consœurs des pays de l'Est. Lorsqu'elles assassinent – et elles le font souvent – ce peut-être pour éliminer de présumés traîtres, pour des questions d'argent, mais également pour des questions d'honneur froissé fort importantes aux yeux de leurs chefs. Parce qu'il faut « défendre » le nom de la famille prétendument mis à mal, parce qu'il leur est interdit de perdre la face devant des rivaux, entre autres ».

On l'aura compris, l'expression « mafia israélienne » ne désigne pas des structures calquées sur celles opérant en Europe depuis parfois plusieurs siècles, mais des réseaux criminels nés dans l'État hébreu, et qui se sont développés avec lui en multipliant leurs métastases dans le tissu social. Certains de ces groupes se contentent d'opérer à l'intérieur des frontières israéliennes, mais la plupart étendent leurs activités à l'étranger.

La criminalité organisée « blanche et bleue » est le produit d'une société profondément divisée, fébrile, parcourue de violentes secousses sociales, et en guerre depuis soixante-huit ans. Une société

dans laquelle le taux de pauvreté dépasse les 20 % de la population, selon un rapport publié par l'OCDE en 2013, et dans laquelle les disparités s'accroissent sans cesse.

Les activités criminelles dont traite ce livre ne sont pourtant pas nées avec la création de l'État hébreu. Elles existaient déjà avant. Et depuis longtemps. Des rapports des polices ottomane puis britannique évoquent ainsi des organisations de voleurs d'eau et de bestiaux, des filières de trafic d'enfants, des razzias effectuées par des groupes de pickpockets européens débarquant en Palestine « pour faire la saison », des bandes spécialisées dans le racket et le cambriolage ainsi que des réseaux de prostitution.

Loin des élucubrations antisémites propagées par les partisans d'un hypothétique « complot mondial » dont Israël serait le centre et les juifs l'instrument, ces groupes criminels contemporains n'agissent pas de concert. Ils ne s'intègrent pas dans une même structure pyramidale hiérarchisée, n'ont aucune stratégie commune, et montent leurs coups chacun dans leur coin. Nous verrons d'ailleurs au fil des chapitres qu'ils passent une grande partie de leur temps à essayer de se détruire l'un l'autre, et que lorsqu'ils opèrent à l'étranger, leurs relations avec les communautés juives de la Diaspora sont inexistantes. Ou glaciales et conflictuelles.

## Les grandes familles

Dans la foulée de la série d'enquêtes de terrain publiées entre 1973 et 1976 par le quotidien libéral *Haaretz*, est publiée une longue série d'enquêtes confirmant l'existence d'une criminalité organisée en Israël. Dans le même temps, la Police Nationale Israélienne, la PNI, a établi une première liste des principaux parrains de l'époque. Y figuraient onze noms parmi lesquels ceux du roi du prêt usuraire Yaakov Cohen, des frères Danokh spécialisés dans la récupération

de créances impayées, de Mordekhai « Mentesh » Shimshi-Sarfati, du « restaurateur » Yehezkiel Aslan, de l'homme d'affaires Betzalel Mizrahi.

Près de quarante ans plus tard, cette liste est évidemment obsolète. Convoqué le 30 juin 2004 devant la commission de la sécurité intérieure de la *Knesset*, Ilan Franco, le commandant du département du renseignement et des investigations de la Police Nationale Israélienne (PNI) a dressé un nouveau panorama de la « mafia israélienne ». À ce moment-là, celle-ci s'appuyait sur quatre piliers importants : l'organisation de Zeev Rozenstein, celle des frères Aboutboul, celle des frères Aberjil, et enfin celle des frères Alperon. S'y ajoutaient une quinzaine de familles et sous-familles de moindre envergure.

Depuis, la scène s'est encore transformée. De nouveaux visages et de nouvelles structures sont apparus. Considéré pendant une dizaine d'années comme le « grand patron » de la criminalité israélienne, « l'homme d'affaires » Zeev Rozenstein, a, comme nous le verrons par la suite, livré une guerre sans merci aux frères Aberjil : Yaakov, Abraham, Itzhak et Meïr, quatre figures majeures du milieu qui le lui ont bien rendu.

Mais Rozenstein est aujourd'hui en prison et il n'en sortira pas avant 2020. Quant aux Aberjil ont connu des destinées diverses. Les deux premiers se sont mis en retrait après des attentats les visant ainsi que de lourdes condamnations, et les deux autres ont dû rendre des comptes à la justice américaine pour trafic de stupéfiants. En revanche, les membres de leur organisation continuent à sévir, principalement dans les villes de la grande banlieue de Tel-Aviv où les cadavres se sont, durant les années 2013-2015, accumulés à un rythme soutenu : au moins cinq « liquidations » au plus chaud de l'été 2013 et une dizaine d'autres dans la foulée.

Le 17 juillet 2013, le quotidien britannique *The Guardian* a en tout cas classé la famille Aberjil au sixième rang de son hit-parade des

dix organisations criminelles les plus importantes au monde. Il ne se trompait pas comme en témoigne le « Dossier 512 », une enquête ultra-secrète menée pendant plusieurs années par des dizaines d'agents en civils de la PNI. Cette investigation hors du commun s'est déroulée en Israël et à l'étranger. Comme nous le verrons à la fin de cet ouvrage, elle a, en mai 2015, permis de démanteler entièrement l'organisation des Aberjil grâce à l'arrestation d'une cinquantaine de ses membres.

Figures mythiques de la criminalité organisée « blanche et bleue », les frères Alperon, Yaakov, Moshe dit « Moussa », Nissim et Zalman, auraient pu, eux, faire penser aux frères Dalton tant certains d'entre eux semblent obtus et décalés. Sauf qu'ils étaient violents – très violents – et que leur organisation familiale basée à Ramat Gan dans la banlieue de Tel-Aviv, a, durant plusieurs décennies, touché à peu près à tout du moment que c'était illégal : au trafic de stupéfiants, à la prostitution, au racket, à l'extorsion, entre autres. Certes, depuis la mise sur la touche de Moussa à la suite d'un attentat et l'assassinat de Yaakov, la famille Alperon est sur le déclin. Dror, le fils de Yaakov qui se targue d'être l'héritier de l'organisation, n'a pas la carrure de son père. Il s'est embrouillé dans des affaires minables qui lui ont valu de fréquents séjours en prison.

Le tableau de la « mafia israélienne » évolue sans cesse en raison de la guerre que se livrent les organisations rivales et parce que la PNI, dépassée durant plusieurs décennies, a réussi à affiner ses méthodes de travail en s'inspirant du *FBI*. Ce qui n'a pas empêché de nouveaux visages de s'imposer : Amir Mulner « le Solitaire », Michael Mor, « le parrain du Nord », Arie Shirazi, alias « Rico » et son fils en guerre contre les Aboutboul, les frères Bar Moha, les frères Mousseli, les frères Perinian, l'organisation moldave des frères Schneiderman, Avi Rouknan, les frères Shlomo, ainsi que plusieurs groupes d'escrocs franco-israéliens dont nous reparlerons largement à la fin de cet ouvrage.

En 2016 une vingtaine d'organisations de plus ou moins grande importance composent la mosaïque mafieuse israélienne. Elles sont actives sur l'ensemble de l'État hébreu, y compris dans les villes et villages arabes où quelques « *hamulas* », des clans héritiers de la société palestinienne d'avant 1948, ont établi leur zone d'influence. Les plus importantes ont établi des têtes de pont à l'étranger, et leurs opérations s'étendent sur tous les continents.

Ces organisations et ces clans pèsent lourdement sur l'économie de leur pays. Selon des statistiques publiées par le ministère de la sécurité intérieure, la criminalité organisée générerait un chiffre d'affaires annuel de près de deux milliards d'euros, et aurait coûté environ trois milliards d'euros à l'État en 2012. En moyenne, chaque délit mineur implique une dépense de onze mille shekels, soit trois mille euros, en frais d'enquête et dépenses connexes. Dans les cas d'assassinats et autres règlements de comptes relevant de la criminalité organisée, la dépense moyenne passe à six cent mille euros par dossier.

### Terre promise

En mai 2009, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv James Cunningham décrivait Israël comme la « terre promise de la criminalité organisée » dans un rapport confidentiel à ses patrons du Département d'État. Il n'imaginait alors pas que ses propos seraient retranscrits un jour par le site internet *Wikileaks*. L'expression a fait le tour du monde depuis lors.

« Bon nombre d'éléments des familles criminelles israéliennes disposent de passeports étrangers leur permettant de circuler librement dans les pays européens et participent au flux avec les États-Unis », écrivait-il dans sa note censée rester secrète. « Il n'est pas encore clairement établi à quel niveau la criminalité organisée



a pénétré l'*establishment* israélien et corrompu des représentants de l'État ».

L'ambassadeur citait également quelques noms de mafieux en expliquant que le consulat américain avait annulé le visa les autorisant à entrer aux États-Unis. Quelques-uns, tel Adam Aboutboul, Mordekhai Hassin, dit « Motti », et Moshe Bar Moha apparaissent à plusieurs reprises dans les pages qui suivent.

Le diplomate a eu raison d'évoquer l'infiltration de la criminalité organisée au sein des cercles dirigeants israéliens, mais il s'est montré trop timoré. Trop diplomate, en quelque sorte. Car au moment où il rédigeait son texte, les mafieux avaient, comme nous le verrons par la suite, déjà pénétré les rouages de l'État hébreu depuis plus de cinquante ans.

Souvent issus des milieux séfarades, peu éduqués mais pragmatiques, et poussés par une puissante envie de réussir, les petits truands locaux qui allaient devenir plus tard les « parrains » de la mafia israélienne ont été façonnés par leur environnement socio-économique défavorisé et par leurs nombreux séjours en prison. À force de se croiser dans les couloirs carcéraux et d'y forger de nouvelles amitiés, ils ont décidé de mutualiser leurs « compétences » pour tenter leur chance à l'étranger, là où il y avait beaucoup plus d'argent à gagner que dans leur pays d'origine.

Selon le discours consacré dans les cercles sionistes, quiconque s'installe en Israël pour y vivre définitivement effectue son « *alyah* », un terme hébraïque signifiant « montée ». A contrario, celui qui quitte l'État hébreu est un « *yored* ». Il en « redescend ». À leur sortie de prison, de nombreux jeunes truands des années soixante-dix ou quatre-vingt sont donc devenus des « *yordim* » en s'installant aux États-Unis, en Australie, en Afrique du Sud, en Europe de l'ouest.

À Amsterdam, Edmon Sasson, alias « Eddie », s'est ainsi taillé un empire dans le monde de la prostitution et du trafic de marijuana.

Même phénomène en France avec Yaakov Elsheik, alias « le Chien », un dur condamné à quatorze ans de prison pour trafic de stupéfiants.

En Allemagne, l'organisation créée par Yossef Amiel s'est rapidement imposée sur le marché du trafic d'héroïne. Composée de soldats démobilisés par *Tsahal*, elle fonctionnait sur le mode militaire et comptait parmi ses membres le diplomate Avner Kedem, responsable de la sécurité du ministère des affaires étrangères de l'État hébreu qui profitait de ses nombreux voyages professionnels pour faire circuler la drogue et l'argent dans la valise diplomatique.

Aux États-Unis, Ouri Mizrahi, un tueur impliqué dans divers trafics de stupéfiants a été un autre de ces sulfureux « *yordim* » avant d'être assassiné en 1991 dans le plus pur style *Cosa nostra*.

Avant de tenter l'aventure américaine, ce même Ouri Mizrahi avait défrayé la chronique judiciaire israélienne en dirigeant pendant plusieurs années un gang de Rishon-le-Tzion baptisé « les Siciliens ». Une aventure violente dont l'épilogue n'a pas surpris grand monde : quinze ans de prison pour plusieurs braquages de banques.

### « Pendez-les aux arbres ! »

Pendant que les « *yordim* » s'implantaient à l'étranger, les vrais mafieux américains se sont eux beaucoup intéressés à l'État hébreu. Pas par sionisme, mais parce que ce pays pouvait éventuellement les abriter des poursuites judiciaires. À la fin des années quarante, le syndicat du crime composé de gangsters juifs et italiens contrôlait les organisations de dockers implantées sur les grands ports américains. En 1948, à la demande d'émissaires envoyés par l'entourage de David Ben Gourion, le « parrain » Meyer Lansky a ordonné à son organisation de l'informer des envois d'armes destinés aux pays arabes. Ces renseignements étaient ensuite transmis aux agents de l'État hébreu, qui s'arrangeaient pour détourner ou couler les

navires signalés. Meyer Lansky n'est cependant pas le seul gangster juif à avoir soutenu les premiers pas d'Israël. Dans ses mémoires<sup>1</sup>, Mickey Cohen, un ex-boxeur devenu l'un des truands de la côte Ouest les plus flamboyants dans les années quarante, affirme avoir soutenu financièrement l'*Irgoun zvi leumi* (l'Organisation armée nationale), une milice d'extrême droite connue sous le nom d'« *Etzel* ». Dirigée par Menachem Begin, celle-ci se présentait en rivale de la *Haganah*, l'embryon de la future armée israélienne contrôlé par la tendance Ben Gourion du mouvement sioniste, et employait des méthodes plus radicales. Des attaques de banque, des attentats anti-Britanniques en plein centre des villes, des liquidations de traîtres juifs travaillant pour la Grande-Bretagne dont l'armée exerçait depuis 1921 un mandat sur la Palestine confié par la Société Des Nations. À l'en croire, Mickey Cohen ne se contentait pas de récolter des fonds pour l'*Etzel* et de lui envoyer des armes : il la conseillait sur la manière d'opérer. Le gangster se flatte entre autres d'avoir suggéré aux extrémistes sionistes d'enlever des soldats ou des officiers britanniques et de les pendre aux arbres pour démoraliser la troupe.

Léo Stacher, alias « Doc », a été le premier à effectuer son « *alyah* ». Adjoint de Meyer Lansky, membre dirigeant du syndicat du crime et cheville ouvrière du développement de Las Vegas, il a d'abord trouvé son bonheur dans une luxueuse villa de Césarée. Après le décès de son épouse, il a loué à l'année la plus belle suite d'un grand hôtel de Tel-Aviv. Il en avait largement les moyens. Employé par l'établissement, un cousin de l'auteur a souvent eu l'occasion de croiser le mafieux dans les couloirs. « Il était sympa et rigolo. En plus, il se montrait large sur les pourboires », lui a-t-il raconté peu avant sa disparition. « Tout le monde savait qu'il appartenait à la mafia et cela ne dérangeait personne. Des ministres, des personnalités de premier plan qui fréquentaient notre établissement dans le cadre

1. Mickey Cohen, *My Own Words*, Prentice-Hall edition, 1975.

de leurs occupations professionnelles lui donnaient du « Monsieur Stacher ». Poignées de main, sourires, ils faisaient comme si de rien n'était ».

En 1970, poursuivi par le *Internal Revenue Service (IRS)*, le fisc américain qui l'accusait d'évasion fiscale<sup>1</sup>, Meyer Lansky a débarqué à son tour en terre sainte. Mais son arrivée est passée beaucoup moins inaperçue que celle de Léo Stacher. Certes, en théorie, le mafieux pouvait bénéficier de la loi du Retour votée en 1950 et autorisant chaque juif à « revenir » en Israël. Mais de nombreuses voix se sont élevées au sein de la classe politique, du rabbinat, et dans les milieux intellectuels pour exiger que ce privilège ne soit pas accordé de manière automatique, pour qu'un tri soit effectué parmi les candidats à « l'alyah ».

Pourtant, l'ex-parrain du syndicat du crime new-yorkais n'a pas ménagé ses efforts pour amadouer l'opinion israélienne. Il a financé des associations caritatives, des synagogues, ainsi que des « *yeshivot* », les écoles talmudiques. « *Agoudat Israël* », un parti ultra-orthodoxe abonné aux majorités gouvernementales de gauche ou de droite pour y faire l'appoint en échange de subsides pour ses institutions religieuses, a également bénéficié de ses faveurs pour renflouer ses caisses électorales. Quant aux avocats de Meyer Lansky, ils ont beaucoup insisté sur le sionisme proclamé de leur client en répétant à l'envi qu'il avait participé à sa manière à la création de l'État hébreu en 1948. En vain. Au terme d'une longue procédure judiciaire qu'il savait sans doute perdue d'avance, Lansky, qui voulait éviter l'humiliation d'une expulsion, a quitté précipitamment Tel-Aviv en 1972. Il sera intercepté par le *FBI* durant sa quête d'un nouveau refuge en Amérique du Sud, jugé aux États-Unis et acquitté en 1974, avant de mourir à Miami en 1983.

1. Sur la vie de Meyer Lansky, voir Uri Dan, Denis Eisenberg, Eli Landau, *Meyer Lansky, mogul of the mob*, Paddington Press, 1979.

On affirme souvent que Meyer Lansky est le seul gangster juif à avoir été refoulé par l'État hébreu et qu'il aurait très bien pu rester en terre promise si Washington n'avait pas pesé de tout son poids politique et financier sur Jérusalem. C'est partiellement vrai, mais ce n'est pas aussi simple, car d'autres truands ont également tenté l'aventure israélienne, et ils n'ont pas eu plus de chance que le mafieux américain.

En 1969, les frères William et Edgar Zémour, deux des stars françaises du crime, se sont ainsi installés à Ashdod et à Tel-Aviv dans l'espoir d'y trouver de nouveaux débouchés. Ils avaient de l'argent et cherchaient à s'associer avec les propriétaires de boîtes à la mode en jouant sur leur réputation de truands parisiens. C'était le meilleur moyen d'énervier leurs associés potentiels, dont certains – qui n'étaient pourtant pas des anges – se sont empressés de... déposer plainte à la police pour menaces de mort. Interpellés à plusieurs reprises par les enquêteurs du *Yamar*, l'unité centrale de lutte contre la criminalité organisée, qui venaient de recevoir un imposant dossier constitué par la PJ parisienne, William et Edgar Zémour ont vu leurs chances d'obtenir la nationalité israélienne réduites à néant. Ils ont donc réintégré l'Hexagone pour y poursuivre la carrière criminelle que l'on sait.

En 1975, peu après le massacre du « Thélème », une opération ratée de la brigade antigang de Paris durant laquelle un inspecteur a été blessé et William Zémour abattu<sup>1</sup>, Edgar a demandé à pouvoir s'installer définitivement en Israël. Blessé de cinq balles dans le dos durant l'intervention musclée des policiers français, il arguait de son état de santé fragile – un projectile restait fiché dans sa colonne vertébrale. Pour étayer sa requête, il se déclarait victime d'un ostracisme de la justice française en raison de ses origines juives, et

1. Voir Jérôme Pierrat, *Caïds story, un siècle de grand banditisme*, La Manufacture de livres, 2011.

rappelait à qui voulait l'entendre que sa famille avait récolté d'importantes sommes d'argent pour soutenir l'effort militaire israélien durant la guerre des Six jours en juin 1967. Tout cela n'a pas influencé les autorités israéliennes pour lesquelles les Zemour n'étaient pas les bienvenus.

Les truands français ont probablement payé pour leur célébrité car, à la même époque, d'autres membres du milieu français, des truands d'origine tunisienne, algérienne ou marocaine, ont réussi eux à prendre pied en Israël parce qu'ils n'étaient pas connus. L'un d'entre eux, Salomon Habou, un proxénète à la gâchette facile, est même devenu une petite célébrité dans le milieu tel-avivien, mais il s'est rapidement heurté à des rivaux plus violents qui l'ont poussé à se réfugier en Espagne. Avec ses proches et ses lieutenants.

À partir du début des années quatre-vingt-dix, une série de mafieux ayant prospéré dans les ex-républiques soviétiques se sont eux aussi découvert une folle envie de prendre racine dans l'État hébreu en profitant de la grande vague d'émigration des juifs russes. La plupart n'y sont pas restés longtemps. Anton Malevsky, le patron de l'organisation criminelle russe *Izmaïlovo*, a été déchu de sa nationalité israélienne et est retourné à Moscou. Sergeï Mikhaïlov, parrain de la *Solsnetskaya*, a lui préféré devancer l'expulsion en rentrant dare-dare dans son pays.

Plus récemment, en juin 2012, le *Bagatz*, la cour suprême de l'État hébreu, a autorisé l'extradition de Janusz Dern, le chef d'une organisation criminelle polonaise qui s'était réfugié en Israël avec son frère Wlodiemiarcz depuis 1996. Repérés en 2005 par la justice polonaise qui les accusait de vol de matériel électronique, de contrefaçon de documents, et de nombreux autres faits délictueux, les deux suspects ont été arrêtés. Wlodiemiarcz Dern a accepté une extradition volontaire en 2010. Il a été condamné à cinq ans et demi de prison en Pologne. Janusz a multiplié les procédures pour aboutir au même résultat.

Dans la foulée, quelques-uns – mais pas tous – des nombreux Français installés en Israël après s'être livrés à des escroqueries dans l'Hexagone ou ailleurs ont été extradés. Mais les dossiers relatifs aux français traînent car la justice israélienne ne prend ces affaires à cœur. Ils ne constituent pas sa priorité et lorsqu'elle s'y intéresse, c'est en prenant son temps.

### **Un pays comme un autre**

Nous verrons que les histoires de mafia israélienne sont souvent abracadabrantes. Qu'elles dépassent le cadre étriqué et provincial de l'État hébreu pour nous entraîner sur les cinq continents. Qu'il s'agisse d'un parrain de Netanya recruté par les services de renseignements du Nigeria, d'un autre ordonnant un assassinat en Californie à partir d'une terrasse d'Anvers, d'une réunion secrète de plusieurs « parrains » organisée dans un café de Bruxelles pour préparer un attentat sanglant en plein cœur de Tel-Aviv, ou d'une petite frappe de la région de Haïfa prenant le contrôle du trafic mondial d'ecstasy à partir d'un penthouse new-yorkais, ces affaires présentent toujours un aspect baroque et surprenant.

« Israël sera un pays comme un autre lorsqu'il aura ses voleurs et ses prostituées », déclarait souvent David Ben Gourion, premier ministre de l'État hébreu à peine créé qui s'inspirait des paroles du poète Haim Naham Bialik. Soixante-huit ans plus tard, nul ne pourra nier que leur prophétie s'est réalisée. Les « grands noms » de la criminalité organisée « blanche et bleue » sont devenus des acteurs incontournables de la vie de leur pays. Et des autres où ils se sont implantés.

Cruels, manipulateurs et ambitieux, ils développent une vision manichéenne de la société qui les entoure : les amis d'un côté, les ennemis de l'autre, et les cadavres au milieu. Mais ce sont également

des hommes d'affaires pragmatiques s'évertuant à corrompre des policiers et à caresser la classe politique dans le sens du poil pour mieux infiltrer les rouages de l'État. Plusieurs chapitres de cet ouvrage démontrent qu'ils y parviennent très bien et que, si l'on n'y prend pas garde, leur influence grandissante risque de transformer Israël en une république bananière. Fût-elle, selon l'expression couramment employée, la « plus démocratique du Proche-Orient ».



## I.

### Les premiers parrains

« Les événements portés à notre connaissance, les renseignements que nous avons pu recueillir et vérifier, nous amènent à conclure que la réponse à la question de l'existence d'une criminalité organisée en Israël est positive ».

En 1977, présidée par l'ex-procureur général Erwin Shimron, la première commission d'enquête sur la criminalité organisée en Israël clôture la rédaction de son rapport de cent trente-six pages. Siégeant à huis clos dans un local de Beit Agron, un immeuble sans cachet du centre de Jérusalem, les commissaires, parmi lesquels l'ancien directeur général du *Shin Beth* (la sûreté générale aujourd'hui baptisée *Shabak*), l'ex-commissaire général de la police nationale, ainsi que plusieurs spécialistes dont un comptable au fait de l'économie parallèle, ont travaillé d'arrache-pied pour récolter les déclarations de dizaines de policiers, d'ex-policiers, de truands plus ou moins repentis ainsi que des membres du personnel judiciaire. La partie publique du document est publiée en février 1978, mais ses annexes contenant les informations factuelles les plus intéressantes sont classifiées jusqu'en 2028.

Ce n'est pas un hasard si la « commission Shimron » a vu le jour en 1976. Car dans la foulée de la guerre de Kippour et du traumatisme national de l'offensive syro-égyptienne, l'économie

israélienne a plongé en même temps que le moral national. La criminalité organisée s'est développée alors de manière exponentielle. À l'époque, les relations entre Israël et l'Iran gouverné d'une poigne de fer par le shah Reza Pahlavi, sont chaleureuses. Les deux pays échangent des renseignements, collaborent dans le domaine du nucléaire, et des Israéliens installés à Téhéran réalisent de juteuses affaires en vendant des armes à l'armée impériale. Mais des « *yordim* » beaucoup plus discrets que leurs compatriotes en mission officielle se livrent à un autre genre de commerce : ils achètent de l'héroïne pure provenant d'Afghanistan et l'envoient dans leur pays d'origine, directement ou en transitant par la Turquie, un pays qui entretient lui aussi de bonnes relations avec Jérusalem. On voit alors apparaître les premiers gros réseaux de trafic de drogues dures – surtout de l'héroïne – opérant avec des « *yordim* » installés en Europe et approvisionnant Israël.

Certaines de ces filières sont éphémères. D'autres, telle celle mise en place par David Marciano, Abraham Elimech et consort, ont fonctionné jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Avant d'être démantelée, cette organisation passait pour l'une des plus structurées de l'État hébreu<sup>1</sup>.

En tout cas, l'impact du rapport de la commission Shimron est énorme en Israël : le public découvre subitement un aspect de la société qu'il ne connaissait pas.

### Les amis travaillistes de « Mentesh »

Lorsque Ben Gourion a proclamé l'indépendance de l'État hébreu en 1948, la criminalité organisée était aussi embryonnaire que les autres secteurs de la société en gestation. Certes, il existait des gangs

1. Elle délivrait une héroïne de provenance asiatique de bonne qualité.

criminels épars, dont certains formés de survivants de la Shoah, ainsi que des bandes se livrant principalement au marché noir, au proxénétisme et au racket. L'usage de drogues dures restait confiné à quelques cercles d'Européens bourgeois ayant émigré dans les années trente pour fuir le nazisme.

Tout a changé avec la montée en puissance d'un juif de Salonique qui avait émigré clandestinement avec un groupe de jeunes gens de son âge fort agiles de leurs poings : Mordekhai Shimshi.

Ambitieux et prêt à tout pour réussir, le jeune homme âgé de seize ans s'était installé une première fois en Palestine sous son vrai nom. Mais il a été expulsé en 1933 par les autorités mandataires britanniques, ce qui ne l'a pas empêché de revenir un peu plus tard sous la fausse identité de « Mordekhai Sarfati ».

Durant la période troublée précédant l'indépendance d'Israël, des commandos de la *Haganah*, la principale organisation armée juive, dévalisaient régulièrement les entrepôts de l'armée mandataire britannique et Shimshi était un spécialiste en la matière. Ce qui a lui a valu d'être surnommé « le Déménageur ». Également appelé « Mentesh », le Salonicien était basé à Jaffa, une ville palestinienne intégrée plus tard dans le « grand Tel-Aviv ». Entouré de ses gros bras, il faisait régner l'ordre sur les quais du port pour le compte de la *Histadrout*, le syndicat unique qui refusait d'intégrer des travailleurs arabes dans ses rangs en vantant le « renouveau du travail hébraïque ».

« Mentesh » et son groupe se livraient à de nombreux trafics. La période était propice car le jeune État connaissait d'importantes difficultés économiques. Des années difficiles auxquelles les historiens donneront le nom de « *Tzena* », la disette, et qui sont notamment marquées par de sévères mesures de rationnement, donc, par un marché noir florissant, qu'une section spéciale du *Shin Beth*, la sûreté générale de l'époque, installée dans un bâtiment palestinien abandonné proche du port de Jaffa, était chargée de combattre.

Imposée par le ministre du Ravitaillement Dov Yossef, la « disette » était sévère : certes, on trouvait du pain blanc à volonté mais la consommation mensuelle de maïs et de sucre était limitée à 60 grammes et à 58 grammes par personne. S'y ajoutaient 75 grammes de viandes, 17 grammes de riz et 8 grammes de pâtes. Du moins, lorsqu'il y en avait en magasin...

Le marché noir était donc prospère et si « Mentesh » en était un acteur important, il n'était pas le seul à opérer sur le marché tel-avivien. Parmi ses rivaux figurait notamment Mikha Rokenstein, alias « Pepe » ou « le Cerveau », un ex-Roumain dont l'organisation était elle aussi spécialisée dans les cambriolages de maisons privées et le déménagement des hangars. Autre concurrent : Reuven Grinberg, alias « Romek », un ancien de l'organisation d'extrême droite « *Lehi* » dissoute par Ben Gourion à la création de l'État hébreu.

Si « Romek » a terminé sa carrière comme indicateur de la police à la petite semaine, Mordekhai Shimshi a su profiter du « *balagan* », expression hébraïque équivalente à « bordel ambiant » pour prendre de l'importance. Personne ne lui est jamais arrivé à la cheville.

Sa collaboration passée avec la *Haganah*, son incontestable courage physique et sa « *houtzpah* », son culot, l'autorisaient à entrer en contact avec les grands noms du mouvement sioniste parmi lesquels le futur premier ministre Lévi Eshkol. Cette proximité avec les dirigeants politiques du nouvel État, Shimshi, qui était entre-temps parvenu à faire avaliser la transformation de son nom en « Mordekhai Shimshi-Sarfati », l'a cultivée autant qu'il a pu. C'était un ami proche de Moshé Dayan et de sa famille avec lesquels il a toujours gardé de bonnes relations. Propriétaire d'entreprises de fret, de transport, de déménagement, ainsi que de services hôteliers, il avait le bras vraiment très long durant les années 1950-1970. Puis, son influence a décliné en même temps que celle du parti travailliste. Atteint par la maladie de Parkinson, il est mort d'un infarctus en 1991. À l'âge de 74 ans et dans l'indifférence générale.

Il existe très peu de photos de « Mentesh » car l'homme n'aimait pas les objectifs et c'était un taiseux sachant garder son calme en toutes circonstances. Les rares clichés de lui encore existant sont en noir et blanc. Ils ont été pris au cours de soirées organisées en présence du gratin travailliste.

L'État hébreu des débuts n'avait pas grand-chose à voir avec le pays ultralibéral et la pépinière de *start-up* que nous connaissons aujourd'hui. Sous la férule de Ben Gourion, l'éta-tisme socialiste régnait en maître. De nombreux secteurs de la vie publique étaient contrôlés par une administration indolente et tatillonne. Grâce à ses relations au *Mapai*, le parti travailliste omnipotent, « Mentesh » régnait sur le marché de l'immobilier public de Tel-Aviv. Il intervenait, entre autres, dans le processus de distribution des logements, ainsi que dans l'évacuation manu militari des locataires mauvais payeurs. Une source de pouvoir importante.

Le nom de Shimshi circulait également parmi les entrepreneurs désireux de décrocher un marché public, de faire accélérer une procédure administrative ou de contacter tel ou tel membre important de l'*establishment*. Les obligés de « Mentesh » savaient-ils que leur « ami » rackettait les commerces et contrôlait le marché de la prostitution dans plusieurs villes ? Impossible d'obtenir une réponse lorsque l'on contacte des anciens responsables travaillistes et du syndicat unique, la *Histadrout*.

Affable et bon vivant, toujours prêt à danser sur les tables au cours de soirées durant lesquelles l'ouzo coulait à flot, le « déménageur » tirait son influence de l'imbrication de son organisation avec l'appareil travailliste, dont les dirigeants fermaient vertueusement les yeux sur ses activités illégales. Quand ils ne collaient pas les affiches électorales du *Mapai*, les hommes de « Mentesh » assuraient la sécurité de ses meetings, et il leur arrivait régulièrement de se heurter à

ceux d'un dénommé Yakobeleh Cohen, dont les sbires étaient, eux, employés par le *Hérout-Likoud* de Menachem Begin.

« Mentesh » avait délégué la gestion du service d'ordre travailliste à son lieutenant Ezra Shemtov Mizrahi, un sportif tout en muscles issu du quartier pauvre de Shapira au sud de Tel-Aviv. Preuve de l'infiltration de la pègre israélienne avec le monde travailliste d'alors, c'est cet homme aux poings d'acier qui a parfois assuré la sécurité personnelle de Ben Gourion avant que le *Shin Beth* ne s'en occupe de manière beaucoup plus professionnelle.

À l'instar des gangsters juifs new-yorkais recrutés par les syndicats locaux du début du vingtième siècle, les hommes de Mordekhai Shimshi intervenaient partout où le *Mapai* et ses organisations satellites voulaient faire respecter leur autorité. Empêcher la création d'une organisation syndicale concurrente ? Saboter les activités des partis d'opposition ? Il suffisait de demander et Ezra Shemtov Mizrahi envoyait ses balèzes.

L'efficacité de ce dernier était appréciée en haut lieu. Elle lui a valu de décrocher le monopole de la vente de pastèques sur les marchés publics de Tel-Aviv. Une importante source de revenus dans un pays où les systèmes de distribution étaient alors encadrés par une administration intraitable. Les meilleures choses ayant toujours une fin, Ezra Shemtov Mizrahi n'a pas profité longtemps de son passe-droit : il a été abattu dans le cadre d'un règlement de comptes avec une bande de juifs pieds-noirs opérant alternativement en France et dans l'État hébreu.

De 1948 à 1977, année de la victoire de l'opposition nationaliste aux élections, aucun parrain israélien n'a eu autant d'influence que Mordekhai Shimshi. Certes, au début des années 2000, ses lointains successeurs l'ont dépassé en s'infiltrant au sein de la direction du *Likoud*, le parti dominant à la *Knesset*, alors dirigé par Ariel Sharon, mais l'ancien fier-à-bras originaire de Salonique peut se flatter d'avoir été un précurseur. S'il avait vécu en URSS ou en Russie, on l'aurait

surnommé « *Vor v Zakone* » un voleur dans la loi, une expression décrivant ces personnages surpuissants coiffant de nombreuses activités mafieuses. En Israël, c'était simplement « Mentesh ».

### **Yaakov Cohen, alias « Yakobeleh »**

En 1976, la commission d'enquête sur la criminalité organisée en Israël présidée par l'ex-procureur général Erwin Shimron s'est spécialement déplacée à Londres pour interroger un personnage inquiétant, sorte de requin au visage rond et à la peau foncée qui passait alors pour l'un des premiers vrais parrains du milieu israélien : Yaakov Cohen, alias « Yakobeleh ».

Né en Iran, le sexagénaire à l'air jovial et au ton mielleux avait été l'un des animateurs des nuits tel-aviviennes. Impliqué dans plusieurs affaires criminelles, « Yakobeleh » a ensuite erré en Amérique du Sud et aux États-Unis pour échapper aux foudres de la justice son pays. En fin de vie, il s'est fixé à Londres où il est mort en 1978.

Pourquoi le juge Shimron tenait-il tant à le rencontrer ? Parce que l'homme était considéré comme une encyclopédie vivante de la pègre blanc et bleu. « Il connaît tout sur tout le monde, même ce que les intéressés eux-mêmes ne savent pas », disait-on de lui à l'époque.

Lorsqu'il a reçu l'ex-magistrat, « Yakobeleh » se savait malade. Ses jours étaient comptés et il n'avait plus rien à perdre. L'occasion s'offrant à lui de passer à confesse, il a donc balancé ses amis, ses associés et ses rivaux, dévoilé les tenants et les aboutissants d'affaires non résolues.

Étrange comportement de la part d'un ancien petit voyou qui avait commencé sa carrière criminelle dans les années cinquante comme homme de main d'un petit gang de Polonais ayant survécu à la Shoah. Des déracinés à la dérive échoués en Israël parce

qu'ils n'avaient nulle part d'autre où aller et que la « *Sokhnout* », l'agence juive chargée de l'immigration clandestine vers la terre promise, leur avait tendu les bras.

Pour survivre, bon nombre d'anciens déportés avaient en effet dû « se débrouiller » à la sortie des camps nazis. Sans papiers, sans statut, sans famille ni domicile, ces Polonais-là étaient devenus des criminels qui ont poursuivi leurs activités illégales après s'être installés en Palestine sous mandat britannique.

Avec eux, Yaakov Cohen a été impliqué dans divers cambriolages ainsi que dans une affaire d'assassinat pour laquelle il a cependant été blanchi faute de preuves. En tout cas, ce sont bel et bien ces Polonais qui lui ont mis le pied à l'étrier.

Dans le cadre de son cursus criminel, « *Yakobeleh* » a en effet touché à tout ce qu'il y a d'illégal. De la fraude au blanchiment en passant par le proxénétisme, la gestion de boîtes de nuit douteuses, les prêts à taux usuraire, le racket et le trafic de diamants. Une activité pour laquelle il a d'ailleurs été arrêté au Brésil en 1977.

Lorsqu'il régnait sur le Tel-Aviv by night des années soixante, « le parrain » était le propriétaire officiel de plusieurs night-clubs et immeubles. Mais il en gérait beaucoup d'autres en sous-main, grâce à des prête-noms. Dans son grand appartement de la rue Arlozorov, il recevait le Tout Israël, y compris les dirigeants du parti « *Hérout* », « *Liberté* », le parti nationaliste de Menachem Begin dont il soutenait les campagnes électorales, faisant le coup de poing contre les hommes de « *Mentesh* ».

En réalité, le premier parrain de l'État hébreu alimentait son fastueux train de vie grâce à l'usure. Des prêts à taux exorbitants qu'il accordait à des industriels, des propriétaires de discothèques, des entrepreneurs en difficulté, des commerçants au bord de la faillite. Lorsque ses obligés n'arrivaient plus à rembourser – ce qui était toujours le cas –, il leur envoyait les frères Danokh, ses récupérateurs de créances. Deux brutes qui obligeaient les commerçants du



centre de Tel-Aviv à accepter leur « protection » et qui menaçaient parfois les récalcitrants de leur crever les yeux avec une perceuse électrique.

### « Le Bigleux » vous salue bien

De toutes les personnalités politiques entendues par la commission d'enquête en 1976, Ehoud Olmert, le futur premier ministre de l'État hébreu qui entamait une carrière politique prometteuse au sein du *Likoud*, est sans doute la plus surprenante. Âgé de trente-deux ans à peine mais le crâne déjà dégarni, ce jeune loup élevé dans une famille de la droite nationaliste ne cachait pas son ambition. Puisqu'il fallait se faire un nom et trouver un cheval de bataille, autant prendre la posture du chevalier blanc combattant la délinquance et la corruption.

En tant qu'avocat pénaliste, « le Bigleux » – c'est ainsi que certains de ses anciens collègues du barreau le surnommaient en raison de ses lunettes aux verres épais – avait défendu quelques figures de la pègre. Il connaissait donc le milieu.

À la tribune de la *Knesset*, épaulé par Yossi Sarid, un autre jeune loup qui allait, lui, faire carrière au *Mapai* avant de devenir vingt-cinq ans plus tard le président du petit parti progressiste *Meretz* et une icône du « camp de la paix », « le Bigleux » se singularisait par ses harangues enflammées contre « la gangrène mafieuse au pouvoir ». Habitué aux discours lénifiants des leaders travaillistes en place depuis 1948 et à la propagande des médias officiels vendant les bienfaits du *kibboutz*, le public adorait. La presse écrite, du moins celle qui n'était pas aux ordres, assurait le relais.

Orateur incisif, Olmert n'était pas impressionné par les membres de la commission qui l'entendaient. Il affichait – et affiche encore quarante ans plus tard – le culot caractéristique des *Sabras*. Chez lui,

pas de langue de bois. Il lâchait des noms et révélait des faits précis en exigeant, entre autres, que la série d'articles sur la criminalité organisée publiée par le quotidien *Haaretz* entre 1973 et 1976 – la première du genre – soit prise au sérieux par le pouvoir travailliste. Que le législateur vote de nouvelles lois anti-mafia et que la PNI s'adapte à la situation criminelle de l'époque. Révolutionnaire !

Ehoud Olmert et Yossi Sarid étaient alors les pivots de la commission des sports de la *Knesset*. Ils profitaient de cette tribune pour faire parler d'eux en dénonçant les rencontres de football truquées par les organisations criminelles organisant des paris clandestins, les achats d'arbitres, la corruption du monde sportif, et les difficultés subies par les joueurs honnêtes soumis aux menaces.

Des errements du monde sportif, les deux élus ont cependant rapidement dévié rapidement vers ceux de certains membres de la classe politique, ainsi que de la hiérarchie militaire et de ceux qui leur tournent autour. Du chaud, du très chaud. Voire iconoclaste dans un pays habitué à la langue de bois. Mais les deux élus n'en avaient cure. D'autant que leur campagne était relayée par le *Haaretz* et surtout par *Aolam Hazeah*, *Ce Monde-là*, un hebdomadaire populaire dirigé par Ouri Avnery, la future icône de l'extrême gauche pacifiste israélienne.

Le 28 décembre 1976, devant ses pairs, Olmert enfonce en tout cas un nouveau clou. Reprenant des informations parvenues au *Aolam Hazeah*, il affirme « avoir appris que la police dispose de suffisamment d'éléments pour inculper Abraham Ofer, ministre du logement depuis 1974 ». Ce dernier, travailliste bon teint et personnage important de ce parti, contrôle le secteur de la construction.

La société israélienne de l'époque est partiellement collectiviste et les pouvoirs publics construisent des HLM à tour de bras pour

loger les nouveaux immigrants. L'une de ces sociétés publiques, Shikun ovdim, a été dirigée par le ministre, que « le Bigleux » accuse d'avoir détourné les fonds vers les caisses noires du *Mapai*. Ehoud Olmert tape dur. Il soupçonne le cacique travailliste de s'être également rempli les poches et d'avoir privilégié certains entrepreneurs douteux liés à la criminalité organisée. Vrai ou faux ? Peu habitué à affronter ce genre d'attaque, le ministre balbutie et nie en promettant des explications<sup>1</sup>.

Toujours en 1976, Ehoud Olmert franchit un nouveau pas en affirmant que des « éléments au passé militaire glorieux » et même « un officier supérieur » de *Tsahal* seraient liés à la mafia locale. Coup de tonnerre à Jérusalem ! Car moins de dix ans après la fin de la guerre des Six jours de juin 1967, les généraux sont encore auréolés d'un grand prestige. Malgré la semi-défaite de la guerre de Kippour d'octobre 1973, bon nombre de ces galonnés passent encore pour des demi-dieux. Des héros dont la photo orne les T-shirts pour touristes et les services de vaisselle familiaux. S'en prendre à leur réputation équivaut à cracher sur le drapeau, voire à trahir le pays.

Très vite, les commentateurs comprennent que « le Bigleux » vise Rehavam Zeevi, alias « Gandhi », un ancien major général de *Tsahal* promu conseiller pour la lutte antiterroriste du premier ministre Itzhak Rabin en 1974. Or, cet officier supérieur a priori irréprochable profite de ses fonctions officielles pour faire quelques extras. Pour conseiller l'une ou l'autre dictature sud-américaine auxquelles il propose également ses services rémunérés en tant que spécialiste de la sécurité. Et le cas échéant, il n'hésite d'ailleurs pas non plus à leur vendre des armes...

1. Le 3 juillet 1977, quelques mois avant des élections législatives qui allaient consacrer la victoire du *Likoud*, Abraham Ofer se tirera une balle dans la tête sur une plage de Tel-Aviv.

Manifestement tuyauté de l'intérieur, Olmert révèle en tout cas que sa tête de Turc est associée à Betzalel Mizrahi, un homme d'affaires haut en couleurs qui se présente comme « promoteur immobilier et touristique », mais que la PNI considère comme l'un des pivots de la criminalité organisée.

### **Le déclin de Betzalel Mizrahi**

Né à Shapira, un quartier pauvre du sud de Tel-Aviv dans une famille séfarade de sept enfants, l'homme a bâti sa fortune à la force du poignet. « Bâtir » est le terme approprié car Betzalel Mizrahi a initié de nombreux projets immobiliers modernes à Tel-Aviv. Des immeubles avec ascenseurs dans une ville parsemée de constructions lépreuses datant du mandat britannique. En outre, il a participé au développement de la station balnéaire d'Eilat en y construisant des hôtels, et il a dans ses cartons des dizaines de projets couvrant l'État hébreu.

À la fin des années soixante, l'entrepreneur est devenu un symbole de la réussite. Il donne des fêtes somptueuses en présence des vedettes du show-biz, finance le club de football des Bnei Yehouda de Tel-Aviv, et tient table ouverte. On y croise des personnalités politiques en vue et des généraux tels l'ex-chef de l'état-major Moshe Dayan et Motti Hod, chef de l'aviation durant la guerre des Six jours.

Tout le monde lape dans la gamelle du petit séfarade, tout le monde sauf les enquêteurs de la PNI qui le considèrent comme le blanchisseur en chef du milieu. En 1976, le *Haaretz* publie la fameuse « liste des onze » et Betzalel Mizrahi y figure en bonne place : un coup de massue pour l'entrepreneur qui perd tous ses « amis » en quelques heures.

Abattu, l'homme d'affaires se défend comme il le peut. Il nie,

évoque une « campagne de diffamation policière », et assigne le *Haaretz*, qui sera condamné en première et en deuxième instance, ainsi que devant la cour suprême. Mais le verdict tombera trop tard car, en attendant, les politiques l'ont oublié et les glorieux généraux feignent de ne l'avoir jamais rencontré. Tous sauf un : Rehavam Zeevi, alias « Gandhi ».

Devant la commission Shimron, Ehoud Olmert donne des informations précises sur les relations entre l'officier supérieur et l'homme d'affaires. Il a même rencontré Betzalel Mizrahi et l'a enregistré clandestinement. Dans la foulée, il prétend avoir été menacé de mort au cours d'une réunion de conciliation organisée entre lui et ses deux adversaires dans un hôtel de Tel-Aviv. Ce que nie le duo qui accuse en retour le député de vouloir se faire un nom sur son dos « avec la complicité du *Haaretz* ».

Pourtant, le jeune loup du *Likoud* n'en démord pas. Il affirme entre autres que Rehavam Zeevi et Betzalel Mizrahi font des affaires avec Rahamim Aharoni, alias « Goumadi », et Touvia Oshri, des mafieux d'origine yéménite repris eux aussi sur la « liste des onze ». Des durs à cuire alors impliqués dans de nombreux dossiers criminels dont un trafic d'héroïne et, plus tard, un double assassinat qui leur vaudra une condamnation à la perpétuité au début des années quatre-vingt.

## Un général aux ordres

Né lui aussi dans une famille pauvre, Oshri était parvenu à s'élever un peu sur l'échelle sociale en devenant menuisier. Quant à Aharoni, il vivait comme tailleur de diamants. Au début des années soixante, les deux hommes sont devenus copains comme cochons et se sont associés pour former la bande du Kerem HaTeimanim (un quartier malfamé de Tel-Aviv situé à face à la mer) que

les médias de l'époque considéraient comme « la première mafia israélienne ».

Spécialisés dans les cambriolages et même dans l'enlèvement de diamantaires, dont celui de Moshé Graufman en avril 1969, Oshri et Aharoni ratissaient alors très large. Ils prenaient l'argent là où il était et ne mettaient pas de gants.

En octobre 1971, grâce à leur complice Amos Orion qui s'était fait engager par la *Brinks*, une entreprise de gardiennage et de sécurité, les deux hommes envisagent de vider les coffres de la société situés au sous-sol de la tour Shalom, en plein cœur de Tel-Aviv. Un coup magistral et a priori bien pensé qui devait leur rapporter un pactole de plusieurs millions de dollars.

Mais l'opération ne se passe pas comme prévu : certes Amos Orion arrive aux coffres mais l'officier de sécurité chargé de surveiller les lieux est pris d'un doute. Il pose des questions, le ton monte et Orion ouvre le feu. Son collègue meurt immédiatement après avoir réussi à prévenir la police.

Condamné à la perpétuité, Orion n'a jamais donné le nom de ses commanditaires. Mais il leur en a toujours voulu. D'autant qu'Oshri a profité de l'enfermement de son complice pour séduire son épouse et lui faire un enfant.

Gracié au bout de huit ans de détention pour bonne conduite, Orion avait largement eu le temps de ressasser sa vengeance. Après avoir exigé de ses ex-associés un « dédommagement » de trois cent mille dollars qu'il n'a pas obtenu, il a tenté de liquider Oshri. Mais ce dernier était sur ses gardes. Au cours d'une altercation, il a finalement abattu Orion et le factotum qui l'accompagnait en vidant sur eux un chargeur de mitraillette Ouzi.

Pendant qu'Orion moisissait derrière les barreaux, Oshri et Aharoni étaient devenus des hommes d'affaires en vue. Ils menaient grand train, organisaient des soirées où se pressait le « tout Tel-Aviv »,

et couvraient leurs revenus mafieux grâce aux activités de « Bar-Bakar », une usine de transformation de viande située dans la zone industrielle de Bat-Yam.

C'est d'ailleurs dans cette usine qu'Orion et son complice ont été tués puis démembrés avec une scie électrique avant d'être enterrés dans les dunes d'Ashdod.

Fin de l'histoire ? Non car cet enterrement hors du commun a été confié à un proche d'Oshri ainsi qu'à un employé de « Bar-Bakar », qui ont bâclé le travail. Il n'a donc pas fallu longtemps pour qu'un chien soit attiré par l'odeur, que son maître rapplique, et que la police débarque dans la foulée.

Selon les procès-verbaux dressés à l'époque, un morceau de jambe émergeait du sable, raide comme un piquet...

## Un relent de corruption

Sentant le danger, Oshri et Aharoni contactent alors leur « ami » Rehavam Zeevi – un assidu de leurs nombreuses fêtes nocturnes – pour lui demander de l'aide. En l'occurrence, ils veulent que le prestigieux général intervienne auprès de ses relations au sein du Mossad pour obtenir des conseils professionnels afin de quitter discrètement Israël par la mer.

Les deux patrons de « Bar-Bakar » se savent soupçonnés par la PNI mais ils ignorent que celle-ci les a placés sur écoute téléphonique. Grosse erreur. Car les enquêteurs enregistrent les deux mafieux demandant au général de se rendre clandestinement dans un appartement de Tel-Aviv afin de les rencontrer et de les tuyauter sur les moyens de se faire la belle :

- Tu viendras », lui demande Oshri,
- S'il le faut je viendrai », répond Zeevi.

Pour Oshri et Aharoni, « Gandhi » était le contact idéal puisqu'il

était également conseiller spécial du ministre de la Police, aujourd'hui requalifié en ministre de la sécurité intérieure.

Ce faisant, Zeevi n'a évidemment eu aucun mal à accéder aux informations confidentielles relatives à l'enquête sur ses deux amis. Sur ces conseils, ceux-ci ont d'ailleurs abandonné l'idée de fuir par la mer pour acheter des billets d'avion à destination d'Amsterdam. Sous une fausse identité, bien entendu. Celles – plutôt transparentes – de « Aharonovitch » et de « Oshrovitch ».

Rehavam Zeevi n'était pas un idiot. Ni un naïf. Il connaissait la nature des activités des deux fuyards. Il savait donc ce qu'il faisait lorsqu'il s'est rendu incognito à Amsterdam pour donner à ses amis – et quasiment ses complices – des informations sur l'enquête les concernant.

Mais Oshri, qui est un Oriental bon teint, n'en pouvait plus de vivre chez les Bataves. La pluie, le ciel gris, ce n'était pas pour lui. Malgré les conseils de son avocat, il est donc revenu clandestinement à Tel-Aviv où la police l'a rapidement repéré. Et arrêté.

Quant à « Goumadi », il a poursuivi sa cavale solidaire en Italie où il a été épinglé un an et demi plus tard suite à une conversation téléphonique avec son épouse restée en Israël.

Les deux fuyards ont été condamnés à la perpétuité mais libéré après dix-huit ans en raison de leur grand âge et de leur état de santé fluctuant. « Goumadi », qui avait également écopé de douze ans de prison pour avoir tenté d'importer de l'ecstasy aux États-Unis au début des années quatre-vingt, a vu sa peine réduite à huit ans. Il a retrouvé la liberté en février 2014 mais forcée de porter un bracelet électronique jusqu'en octobre de la même année. Alors âgé de 75 ans, il ne représentait plus aucun danger aux yeux de la police israélienne. Il s'est éteint le 24 janvier 2016 dans l'indifférence générale.



## Profiteurs de guerre

Lorsqu'il a lancé ses accusations devant la commission Shimron, Ehoud Olmert n'était pas au courant de tous les tenants et les aboutissants de l'affaire Aharoni/Oshri/Zeevi même s'il savait que le général n'était pas blanc blanc.

Accusant le député du Likoud d'être un « diffamateur » et « menteur pathologique », « Gandhi » ne s'est pas laissé faire. Il s'est prétendu victime d'une cabale et a déposé plainte contre Olmert mais il a été débouté.

Désireux de « laver son nom » malgré tout, « Zeevi » a alors déclenché une nouvelle procédure mais l'initiative était plus médiatique que sérieuse. Il l'a abandonnée en 1982 lorsque ses avocats lui ont fait comprendre qu'elle n'aboutirait pas.

Revenons maintenant à la guerre des Six jours et à la victoire militaire israélienne de juin 1967. En effet, avant le début des hostilités, la population de l'État hébreu s'attendait à une longue et difficile période de souffrance, voire, pour une partie d'entre elle, à une nouvelle Shoah.

Après six jours de combats, la conquête par Tsahal de la Cisjordanie, du plateau du Golan, du désert du Sinaï, ainsi que de la partie arabe de Jérusalem où se trouve le mur des Lamentations, est donc apparue comme un « miracle » annonçant la prochaine venue du Messie.

Sur le terrain, la colonisation des zones conquises débute rapidement. Elle dope l'économie car tout est à faire. Il faut construire de nouvelles bases militaires, des infrastructures, des systèmes de communications. Trois mois à peine après la victoire, les premiers colons portés par une vague de messianisme installent les premières tentes qui seront rapidement remplacées par des caravanes, puis par des constructions en dur.

Les opportunités d'affaires se multiplient et des personnages douteux gravitent autour des décideurs politiques ou militaires. Pour autant qu'il dispose d'un accord de l'administration militaire de « Judée-Samarie », la Cisjordanie occupée, un entrepreneur peut acquérir des terres palestiniennes pour une bouchée de pain et les transformer en lotissements pour Israéliens. C'est à cette chasse aux opportunités que s'attellent, avec l'aide de Rahavam Zeevi, quelques hommes d'affaires liés à des personnalités mafieuses désireuses de blanchir leurs revenus illégaux.

« On vit des millions de dollars provenant le plus souvent d'affaires clandestines et illicites se recycler en un temps record dans la légalité avec la complicité du gouvernement israélien qui, non content de racheter les terrains à des intermédiaires douteux, leur faisait faire également des bénéfices astronomiques », écrit le journaliste d'investigation Jacques Derogy, le premier à s'être intéressé à la criminalité organisée israélienne<sup>1</sup>.

Dans ce cadre, l'hebdomadaire *Aolam Hazeh* – encore lui – a déclenché un immense scandale en démontrant l'implication de Zeevi, de Betzalel Mizrahi ainsi que de quelques autres requins dans une combine immobilière : l'achat à un prix défiant toute concurrence et avec des autorisations douteuses d'une partie des terres d'An Nabi Samwil<sup>2</sup>, un village idyllique situé au sommet d'une colline à quatre kilomètres au nord de Jérusalem. Un petit paradis sur lequel les promoteurs veulent ériger une implantation réservée aux Juifs. Essentiellement aux membres du personnel de *Tsahal*.

1. Jacques Derogy, *Israël connection. La mafia en Israël*, op. cit.

2. Aujourd'hui, Nabi Samuel.

## À la bonne soupe

À la décharge de Rehavam Zeevi et de nombreux autres officiers supérieurs de Tsahal qui ont également profité de la situation inédite créée par la victoire inattendue de juin 1967, il faut reconnaître que de nombreux Israéliens « ordinaires » sont également allés à la bonne soupe. On en a vu « emprunter » les bulldozers blindés de Tsahal pour aider l'entreprise de construction officiellement gérée par leur épouse et d'autres parcourir le monde pour vendre à des dictateurs étrangers le *know-how* sécuritaire israélien.

Parmi les figures hautes en couleur de cette époque trouble, le futur président du parti travailliste et futur ministre de la Défense Binyamin Ben Eliezer mérite lui aussi une mention spéciale. Non pas en raison de sa carrière politique mais parce qu'il avait, alors qu'il était Coordinateur des activités civiles israéliennes en « Judée Samarie » (la Cisjordanie occupée) créé à société de vente et d'achat de terrains conquis en 1967.

Comme activité annexe, cette PME installée dans la colonie de Maaleh Adoumim, à la sortie de Jérusalem, s'occupait également du commerce de fruits et légumes.

« Il n'y a pas de petits profits », dit le proverbe. Et Ben Eliezer l'a appliqué à la lettre puisque sa longue carrière ministérielle (Logement, Affaires économiques, Infrastructures nationales, etc.) a été émaillée de scandales étouffés de justesse. Jusqu'à ce qu'il soit inculpé en octobre 2015 de corruption, de fraude, d'abus de confiance et de blanchiment pour avoir accepté de l'argent en liquide de la part d'hommes d'affaires israéliens intéressés à des concessions pétrolières au large du port d'Ashdod.

## Autour de la table

Replongeons maintenant dans le conflit qui opposait Ehoud Olmert à Rehavam Zeevi. En 2001, les hasards de la politique ont fait que les deux hommes – le premier était devenu l'une des figures du Likoud et l'autre dirigeant un petit parti d'extrême droite baptisé *Moledet* (Patrie)- se sont retrouvés au sein du même gouvernement dirigé par Ariel Sharon.

Certes, *Moledet* ne pesait pas lourd sur la scène politique mais Zeevi prônait une répression féroce de l'*intifada* et exigeait le transfert des Palestiniens de Cisjordanie vers les pays arabes voisins.

« Gandhi », qui considérait le Likoud comme « une bande de flottes » est en tout cas entré dans le cabinet de Sharon au nom de « l'unité nationale face au terrorisme palestinien ».

Même unis contre « le méga-terroriste Arafat », les relations entre « Gandhi » et Olmert sont restées exécrables. Chaque dimanche, à l'occasion du conseil des ministres, les deux hommes étaient certes assis autour de la même table mais ils évitaient de se regarder et ne se parlaient quasiment pas. Dans les réceptions officielles, ils évitaient de se croiser et les contacts entre les deux cabinets étaient réduits au strict minimum administratif.

Rehavam Zeevi n'est cependant pas resté longtemps dans cette majorité d'extrême droite qu'il estimait « trop molle ». Le 17 octobre 2001, peu après l'annonce de sa démission, il a été assassiné par le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et enterré sur le mont Herzl, le cimetière national réservé aux héros. Une autoroute et plusieurs bâtiments publics portent aujourd'hui son nom et les hommages qui lui sont rendus annuellement n'évoquent jamais ses relations mafieuses.

De son vivant, Gandhi a toujours refusé de déposer plainte contre

les journaux qui évoquaient ses liens avec sa criminalité organisée, et notamment le défunt quotidien *Hadashot (Les Nouvelles)* qui lui a consacré plusieurs dossiers en 1991.

Pourtant, Rehevam Zeevi avait la mémoire longue puisqu'il lui est arrivé de faire menacer de mort plusieurs journalistes qui le menaçaient. Et ce n'étaient pas des paroles en l'air : il a demandé à Touvia Oshri de « faire quelque chose » contre une chroniqueuse du *Yediot Aharonot* qui l'avait qualifié de « général mexicain castagnetas ». De fait, un soir, une bombe a explosé devant la porte de la jeune femme.

Le 14 avril 2016, Ouvda, l'émission d'investigation de la deuxième chaîne de la télévision a publié un programme spécial consacré à ce héros national israélien dont le nom figure désormais au fronton de plusieurs bâtiments publics. L'émission a apporté de nouvelles preuves de ses contacts avec la criminalité organisée et notamment le fait qu'il organisait des virées dans de luxueux bordels new-yorkais avec le tandem Aharoni-Oshri.

Mais également des informations inédites sur les soldates placées sous ses ordres et qu'il a violées, ainsi que sur les prisonniers palestiniens qu'il tuait de ses propres mains ou faisait assassiner par d-ses hommes.

Touvia Oshri confirme la plupart de ces faits. En tout cas, lui et Aharoni étaient encore détenus lorsque Betzalel Mizrahi s'est éteint en février 2012.

L'homme d'affaires a été enterré par un jour pluvieux au cimetière de Kyriat Shaoul en présence de ses trois enfants et de son dernier carré de fidèles : le député Likoud et futur président de l'État hébreu Reuven Rivlin, quelques figures mafieuses du passé, ainsi que de Reuven Gavrieli, un homme d'affaires lié au *Likoud* et dont nous n'avons pas fini d'entendre parler.

Devenu un personnage public de premier plan, Ehoud Olmert a poursuivi une carrière nationale qui l'a propulsé à la tête du

gouvernement au début de 2006. Mais pas pour longtemps puisqu'il a été contraint de démissionner en 2008 pour « défendre son honneur » dans le cadre de plusieurs enquêtes judiciaires le concernant. Reconnu coupable de corruption et d'abus de confiance, l'ex-« Monsieur Propre » de la vie politique israélienne a été condamné le 25 mai 2015 à huit mois de prison et à une forte amende.